

Ré-approbation du cuivre dans les usages agricoles : le gouvernement doit être cohérent

Paris, 14/05/2018. Le 25 avril dernier le gouvernement rendait public son « plan d'actions pour réduire la dépendance de l'agriculture aux produits phytopharmaceutiques ». Parmi les priorités figurent l'interdiction des substances les plus dangereuses et le développement des alternatives, au premier rang desquelles l'agriculture biologique.

Pourtant, l'usage du cuivre, alternative aux produits chimiques de synthèse autorisé en agriculture biologique pour lutter contre les bactéries et champignons¹, est aujourd'hui menacé.

Le cuivre, un produit minéral naturel mal pris en compte par les autorités de santé

Le 25 mai 2018 la Commission Européenne soumettra aux Etats membres une proposition de ré-approbation du cuivre pour 2019. Une nouvelle baisse des doses autorisées sera débattue. « *En 40 ans les viticulteurs et viticultrices bio ont divisé par 5 les doses de cuivre utilisées sans visibilité sur l'avenir de ce produit ni débat réel sur les impacts* » estime Jacques Carroget, viticulteur en Pays de la Loire et secrétaire national viticulture pour le réseau FNAB.

Les paysans et paysannes bio demandent depuis plusieurs années une réévaluation de la méthodologie sur laquelle s'appuie l'agence de santé européenne (EFSA) pour analyser l'impact environnemental du cuivre. La méthodologie actuelle a été conçue pour les produits issus de la chimie de synthèse, pas pour les éléments minéraux métalliques. La FNAB publie ce jour les retours de l'agence de santé allemande sur le rapport préliminaire de l'EFSA qui pointe cette incohérence méthodologique (pages 1, 5, 7 – [publication ci-jointe](#)).

« *Nous avons proposé la mise en place d'un réseau de surveillance participatif et citoyen pour analyser les impacts des usages actuels du cuivre sur l'environnement. On nous répond que toutes les données sont là, c'est un dialogue de sourd* » ajoute Sylvie Dulong, viticultrice bio en Nouvelle-Aquitaine et secrétaire nationale viticulture pour le réseau FNAB.

Le gouvernement français doit être cohérent dans sa démarche environnementale et soutenir l'agriculture biologique comme la meilleure alternative aux produits chimiques de synthèse

Le réseau FNAB ne comprendrait pas que le gouvernement français soutienne une réduction des usages du cuivre dans l'état actuel des données disponibles, sans aucun plan d'action en face. « *Nous demandons qu'une étude de toxicité comparée soit entreprise entre le cuivre et les produits qu'il vient remplacer lors de la conversion en agriculture biologique* » demande Sylvie Dulong.

« *La protection de l'environnement est la clé de voûte de nos métiers, réduire au maximum la dépendance à toute forme d'intrants, même naturels, est notre leitmotiv. La seule bonne façon de baisser les usages du cuivre c'est d'accompagner les producteurs et productrices dans l'amélioration des pratiques et d'investir dans la recherche avant de durcir la réglementation* » conclut Jacques Carroget.

D'ici quelques jours le gouvernement français annoncera la position qu'il défendra auprès de la Commission Européenne, le réseau FNAB attend qu'elle soit cohérente avec les exigences environnementales fixées par le gouvernement.

Contacts presse :

¹ Viticulteurs, maraîchers (pommes de terre notamment), arboriculteurs...



• FNAB •

Fédération Nationale
d'Agriculture **BIOLOGIQUE**

71 94 18 94

Communiqué de presse

- Jacques Carroget, vigneronbio et secrétaire national viticulture de la FNAB: 06
75 53 17 42

- Sylvie Dulong, vigneronne bio et secrétaire nationale viticulture de la FNAB : 06